

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/FJI/7/Suppl.1
30 septembre 2002

(02-5208)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Réponses des FIDJI à une demande présentée par les ÉTATS-UNIS¹

Supplément

La Mission permanente des Fidji a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 septembre 2002.

Au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et renvoyant au document G/SCM/N/74/FJI du 5 mars 2002, le gouvernement de la République des îles Fidji présente ci-après le reste de la législation applicable demandé par les États-Unis d'Amérique pour ce qui concerne l'abattement à court terme pour les bénéfices à l'exportation; les usines de transformation pour l'exportation/régimes de zones de transformation pour l'exportation. Veuillez distribuer les documents aux Membres pour leur information.

¹ G/SCM/Q3/FJI/6.

Loi des Fidji relative à l'impôt sur le revenu [chapitre 201] 1985

DÉDUCTION DU REVENU TIRÉ DES EXPORTATIONS

Article 21B inséré

12. La Loi principale est modifiée par l'insertion à la suite de l'article 21A du nouvel article ci-après.

"Déduction du revenu tiré des exportations

21B 1) Dans la détermination du revenu total, une déduction du revenu tiré des exportations est autorisée conformément au présent article.

2) Le montant de la déduction, qui s'exprime en pourcentage du revenu tiré des exportations, figure dans le tableau ci-après:

TABLEAU

Année de l'imposition	Pourcentage du revenu tiré des exportations à déduire
2001 et 2002	100%
2003 et 2004	75%
2005 et 2006	50%
2007 et 2008	25%
2009 et chacune des années suivantes	0%

3) Aux fins du présent article, l'expression "revenu tiré des exportations" s'entend du revenu que le contribuable a tiré de ses activités d'exportation de biens et de services.

4) Une déduction ne peut pas être réclamée au titre du présent article pour un revenu pour lequel une déduction ou un abattement sont demandés ou autorisés au titre de l'annexe 5."

[3106] GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
SOVERAINE DES FIDJI
DÉCRET n° 57

DÉCRET DE 1991 RELATIF AUX ZONES FRANCHES

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE

PARTIE I – DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Titre abrégé
2. Lois à lire conjointement
3. Interprétation

PARTIE II – CRÉATION DES ZONES FRANCHES

4. Déclaration, évolution des zones franches et fourniture de locaux pour le service des douanes
5. Développement, gestion et contrôle des zones franches

PARTIE III – RÉGIME DES LICENCES D'EXPLOITATION
DANS LES ZONES FRANCHES

6. Demande de licence d'exploitation dans une zone franche
7. Octroi des licences d'exploitation dans les zones franches, critères retenus pour l'octroi des licences et détournement des marchandises ouvrées pour les vendre aux Fidji
8. Conditions attachées à la licence d'exploitation
9. Révocation des licences, modification des conditions et transfert
10. Registre des licences d'exploitation

PARTIE IV – EXEMPTION DES DROITS ET TAXES

11. Exemption des droits et taxes pour les activités exercées sous licence dans les zones franches

PARTIE V – CONTRÔLE DOUANIER ET MANIÈRE DE DISPOSER
DES MARCHANDISES DANS LES ZONES FRANCHES

12. Manière de disposer des marchandises introduites dans les zones franches
13. Utilisation des marchandises exemptées

PARTIE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

14. Fonctionnaire chargé de l'application
15. Pouvoir d'établir les réglementations
16. Délits et sanctions
17. Application aux usines constituant des zones franches
18. Entrée en vigueur

DÉCRET VISANT LA CRÉATION, LA GESTION, LE CONTRÔLE, LE RÉGIME
DE LICENCES ET L'ENREGISTREMENT DES ZONES FRANCHES
ET DES SUJETS S'Y RAPPORTANT

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés en qualité de Président de la République démocratique souveraine des Fidji et de Commandant en chef des forces armées, et agissant sur les conseils du Premier Ministre et du Conseil des ministres, je, soussigné, promulgue par le présent acte le Décret ci-après.

PARTIE I – DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Titre abrégé

1. Le présent Décret peut être désigné sous le nom de "Décret de 1991 relatif aux zones franches".

Lois à lire conjointement

2. Le présent Décret doit se lire conjointement avec les textes ci-après:
 - a) Loi douanière et Loi sur le tarif douanier lorsqu'il a trait aux douanes et aux droits de douane;
 - b) Loi relative à l'impôt sur le revenu lorsqu'il a trait à l'impôt sur le revenu;
 - c) Loi sur les droits d'accise lorsqu'il a trait aux droits d'accise; et
 - d) Loi sur le contrôle des changes lorsqu'il a trait au contrôle des changes.

Interprétation

3. Dans le présent Décret, sauf nécessité autre découlant du contexte, l'expression "fonctionnaire autorisé" s'entend de toute personne nommée au titre du paragraphe c) de l'article 8 du présent Décret; le mot "société" s'entend d'une société domiciliée aux Fidji selon la définition figurant dans la Loi relative à l'impôt sur le revenu; l'expression "droit de douane" s'entend de tout droit de douane exigible au titre de la Loi sur le tarif douanier; l'expression "fonctionnaire chargé de l'application" s'entend de:

- a) tout fonctionnaire des douanes;
- b) tout fonctionnaire du Ministère des finances, du Ministère du commerce ou du Conseil du commerce et de l'investissement des Fidji, désigné par écrit par le Ministre dont il relève, en qualité de fonctionnaire chargé de l'application aux fins du présent Décret;

"droit d'accise" s'entend de tout droit exigible au titre de la Loi sur les droits d'accise; "exportation" s'entend du fait d'emporter ou de faire emporter hors des Fidji; "les FIDJI" comprennent les eaux à l'intérieur des Fidji, les eaux de l'archipel des Fidji et les eaux territoriales maritimes des Fidji telles que définies dans la Loi sur les espaces maritimes; "Ministre" s'entend du Ministre chargé du commerce; "licence d'exploitation" s'entend d'une licence concédée par le Ministre au titre du paragraphe 1 de l'article 7 du présent Décret; "taxe" s'entend de tout impôt ou taxe exigibles au titre de la Loi relative à l'impôt sur le

revenu; "zone franche" s'entend de toute zone ou construction déclarée constituer une zone franche au titre du paragraphe 1 de l'article 4 du présent Décret et comprend les usines exonérées d'impôt, ayant été autorisées par le Ministre des finances antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Décret; "activité commerciale, industrielle ou manufacturière" s'entend de toute activité qui donne lieu à l'exportation de produits ou de services, que le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut autoriser à être exercée par toute société titulaire d'une licence au titre de l'article 7, à l'intérieur d'une zone franche.

PARTIE II – CRÉATION DES ZONES FRANCHES

Déclaration, évolution des zones franches et fourniture de locaux pour le service des douanes

- 4 1) Le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut à tout moment déclarer:
 - a) qu'à une date précise ou après celle-ci une zone du territoire et les bâtiments qui la recouvrent constitueront une zone franche,
 - b) une modification de l'étendue de la zone déjà déclarée constituer une zone franche aux termes de l'alinéa a) du présent paragraphe.
- 2) Les zones qui peuvent être déclarées constituer une zone franche aux termes du paragraphe 1 du présent article disposeront d'un bureau et des autres installations nécessaires à la surveillance appropriée exercée par le service des douanes sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie des zones franches.

Développement, gestion et contrôle des zones franches

- 5 1) La responsabilité du développement, de la gestion et du contrôle des zones franches est de la compétence du Ministre.
- 2) Le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut déléguer la responsabilité du développement, de la gestion ou du contrôle des zones franches à tout organe statutaire, toute administration publique ou société.

PARTIE III – RÉGIME DES LICENCES D'EXPLOITATION DANS LES ZONES FRANCHES

Demande de licence d'exploitation dans une zone franche.

- 6 1) Toute société peut demander au Ministre l'octroi d'une licence d'exploitation.
- 2) Chaque demande au titre du paragraphe 1 du présent article doit être présentée dans la forme spécifiée à l'annexe 1 au présent Décret.

Octroi des licences d'exploitation dans les zones franches, critères retenus pour l'octroi des licences et détournement des marchandises ouvrées pour les vendre aux Fidji

- 7 1) Le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut octroyer à toute société une licence d'exploitation selon la forme spécifiée à l'annexe 2 au présent Décret, l'autorisant à conduire toute activité commerciale, industrielle ou manufacturière dans une zone franche.

- 2) Toute société souhaitant obtenir une licence d'exploitation pour conduire toute activité commerciale, industrielle ou manufacturière dans une zone franche doit:
 - a) tirer la totalité de son revenu imposable de ses ventes à l'exportation, qui peuvent comporter des ventes à une société titulaire d'une licence au titre du paragraphe 1 du présent article;
 - b) créer des possibilités d'emploi pour la population des Fidji;
 - c) encourager, étendre et améliorer les aptitudes technologiques et commerciales et les capacités de l'économie des Fidji; et
 - d) satisfaire à toute autre condition que le Ministre juge appropriée selon les circonstances.
- 3) Le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut autoriser toute société titulaire d'une licence au titre du paragraphe 1 du présent article, à détourner une partie de sa production pour la vendre à l'intérieur des Fidji pour autant qu'il soit démontré que la vente de ces marchandises présentera un avantage économique pour les Fidji. Ces marchandises seront considérées comme ayant été importées dans les Fidji et deviendront passibles des droits de douane aux termes de l'article 2 de la Loi sur le tarif douanier au moment de leur sortie de la zone franche.

Conditions attachées à la licence d'exploitation

8. Le Ministre peut attacher certaines conditions à la licence d'exploitation, y compris des conditions concernant les questions ci-après:
 - a) la date, fixée par le Ministre après consultation avec le bénéficiaire de la licence, à laquelle ou avant laquelle le bénéficiaire de la licence devra démarrer l'activité commerciale, industrielle ou manufacturière autorisée par la licence;
 - b) la révocation de la licence au cas où le bénéficiaire de la licence viendrait à tout moment après l'octroi de la licence à s'engager, dans la zone franche, dans toute activité commerciale, industrielle ou manufacturière non autorisée par la licence; et
 - c) la nomination par le bénéficiaire de la licence d'un responsable autorisé, lequel sera une personne physique et sera un résident selon la définition contenue dans la Loi relative à l'impôt sur le revenu.

Révocation de la licence, modification des

conditions et transfert

- 9 1) Une licence peut être révoquée par le Ministre:
 - a) en cas de non-respect de l'une quelconque des conditions attachées à la licence; ou
 - b) si le titulaire de la licence est reconnu coupable d'avoir enfreint la Loi douanière.
- 2) Le Ministre ne peut révoquer une licence d'exploitation qu'à condition d'aviser le titulaire de la licence par écrit en l'informant de son intention de révoquer la licence, et en accordant au

titulaire de la licence une période d'au moins 21 jours pendant laquelle le titulaire de la licence pourra adresser des représentations au Ministre.

- 3) Le Ministre doit tenir compte de toute représentation adressée par le titulaire de la licence et décider s'il révoque ou non la licence. La décision du Ministre aux termes du présent paragraphe est définitive et ne peut pas être contestée auprès d'un tribunal quel qu'il soit.
- 4) Le Ministre, en accord avec le Ministre des finances, peut:
 - a) modifier à tout moment les conditions attachées à la licence; et
 - b) approuver le transfert d'une licence au profit d'une autre société satisfaisant aux prescriptions énoncées au paragraphe 2 de l'article 7.

Registre des licences

- 10 1) Le Ministre instituera et tiendra un registre des licences octroyées au titre du paragraphe 1 de l'article 7 du présent Décret.
- 2) Les inscriptions dans le registre au regard de chaque licence comprendront:
 - a) la date d'entrée en vigueur de la licence;
 - b) le nom, le siège social et le responsable autorisé de la société à laquelle la licence a été octroyée; et
 - c) l'activité commerciale, industrielle ou manufacturière à laquelle la licence se rapporte.
- 3) Le registre sera tenu auprès du Ministère du commerce à Suva et sera ouvert à l'inspection pendant les périodes que le Ministre pourra décider, moyennant le paiement d'une redevance de 10 dollars pour chaque inspection.
- 4) En cas de transfert d'une licence par son titulaire conformément à l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 9 du présent Décret, la société bénéficiaire de ce transfert doit communiquer son nom, son siège social et son responsable autorisé pour les faire inscrire dans le registre.

PARTIE IV – EXEMPTION DES DROITS ET TAXES

Exemption des droits et taxes pour les activités exercées sous licence dans les zones franches

11. Les licences octroyées par le Ministre aux termes du paragraphe 1 de l'article 7 donnent lieu, pendant une période de 13 exercices fiscaux consécutifs à compter de l'entrée en vigueur desdites licences, à l'exonération du titulaire de la licence, conformément à la Loi sur le tarif douanier, la Loi sur les droits d'accise et la Loi relative à l'impôt sur le revenu, du paiement des droits et taxes ci-après:
 - a) droits de douane exigibles à l'importation ou à l'achat à leur sortie de l'entrepôt des douanes, ou droits d'accise exigibles à leur sortie de l'usine soumise aux droits d'accise, des machines et matériels (y compris pièces et matières) dans la mesure où ils sont nécessaires à l'installation et au fonctionnement de l'usine dans le cadre de l'activité commerciale, industrielle ou manufacturière à conduire dans une zone franche;

- b) les taxes normalement exigibles au titre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu au regard du revenu imposable d'une société bénéficiaire d'une licence aux termes du paragraphe 1 de l'article 7;
- c) les taxes au titre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, à l'exception de l'impôt sur les dividendes, applicables aux dividendes attribués aux actionnaires résidents par les sociétés titulaires d'une licence au titre du paragraphe 1 de l'article 7;
- d) les retenues à la source applicables au revenu au titre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:

Étant entendu que si ledit revenu est passible de l'imposition au titre des lois de l'État dont relève la personne concernée, l'exemption de l'impôt aux termes du présent alinéa n'est alors pas applicable.

PARTIE V – CONTRÔLE DOUANIER ET MANIÈRE DE DISPOSER DES MARCHANDISES DANS LES ZONES FRANCHES

Manière de disposer des marchandises introduites dans les zones franches

- 12 1) Nul ne doit traiter ou autrement disposer de quelque marchandise que ce soit introduite dans une zone franche si ce n'est de la manière prévue ci-après.
- 2) Les marchandises se trouvant dans une zone franche peuvent:
 - a) être sorties de ladite zone franche pour être exportées ou expédiées dans une autre zone franche soit dans leur conditionnement d'origine, soit autrement; ou
 - b) être stockées, exposées, traitées ou ouvrées ou publiés, ou autrement utilisées conformément aux dispositions du présent Décret; ou
 - c) être détruites ou éliminées selon que l'Inspecteur des douanes pourra l'ordonner.

Utilisation des marchandises exemptées

- 13. Sous réserve des dispositions de l'article 12, toutes les marchandises exemptées au titre de l'article 11 ne seront utilisées que dans une zone franche.

PARTIE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Fonctionnaires chargés de l'application

- 113. Les fonctionnaires chargés de l'application seront responsables de l'administration et du contrôle efficaces appropriés des dispositions du présent Décret.

Pouvoir d'établir les réglementations

- 14. Le Ministre des finances est habilité à établir des règlements aux fins de l'administration appropriée du présent Décret et est chargé de prescrire les lieux, la forme et la manière concernant l'admission des marchandises dans le cadre de la Loi douanière et l'acquittement des droits de douane.

Délits et sanctions

- 16 1) Quiconque enfreint toute disposition du présent Décret ou les dispositions de tout règlement établi conformément à l'article 15 sera coupable de délit et, nonobstant les dispositions de l'article 9 du présent Décret, dès lors qu'il sera condamné, sera passible d'une amende maximale égale au triple de la valeur des marchandises faisant l'objet du délit, ou de 5 000 dollars, selon le montant qui sera le plus élevé; ou d'emprisonnement pour une durée maximale de deux ans, ou des deux sanctions que sont l'amende et l'emprisonnement.
- 2) Nonobstant la disposition du paragraphe 1 du présent article, tout objet concerné par une infraction commise aux termes du présent Décret, ainsi que tout véhicule ou autre moyen quel qu'il soit ayant servi au transport, à la manutention, au dépôt ou à la dissimulation dudit objet ou de ladite marchandise, est passible de confiscation et d'élimination selon que l'Inspecteur des douanes pourra l'ordonner.

Application aux usines constituant des zones franches

17. Pour éviter tout doute, les dispositions du présent Décret sont réputées applicables à l'exploitation des usines constituant des zones franches qui ont été autorisées par le Ministre des finances antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Décret, comme si le Décret avait été en vigueur au moment où le Ministre des finances a autorisé l'exploitation de ces usines sous le régime des zones franches.

Entrée en vigueur

19. Le présent Décret entrera en vigueur le jour de sa signature.

Promulgué ce 4^{ème} jour de décembre 1991.

PENAIA K. GANILAU
Président de la République démocratique souveraine des Fidji et
Commandant en chef des forces armées

ANNEXE 1
[Article 6 2)]

Nom du demandeur:

Nom de la société:.....

Adresse de la société:

Nature du projet:

Date de l'approbation du projet:

Date proposée pour l'entrée en vigueur:

Nom et adresse du responsable autorisé:

ANNEXE 2
[Article 7 1)]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés aux termes du paragraphe 1 de l'article 7 du Décret de 1991 relatif aux zones franches, et en accord avec le Ministre des finances, je, soussigné, octroie par la présente, une licence d'exploitation à

.....
[Nom de la société, adresse, etc.]

.....

.....

pour conduire l'activité commerciale, industrielle ou manufacturière décrite ci-après, dans la ZONE FRANCHE dénommée
(Désignation de la zone franche)

.....

selon les termes et conditions ci-après:

.....

.....

.....

.....

(Description de l'activité commerciale, industrielle ou manufacturière)

La présente licence demeurera en vigueur tant qu'elle ne sera pas abandonnée ou révoquée.

Date:

MINISTRE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE SOUVERAINE DES FIDJI
DÉCRET N° 58

DÉCRET DE 1991 [AMENDEMENT (N° 3)] CONCERNANT LA LOI RELATIVE
À L'IMPÔT SUR LE REVENU

DÉCRET PORTANT AMENDEMENT DE LA LOI RELATIVE
À L'IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés en qualité de Président de la République démocratique souveraine des Fidji et de Commandant en chef des forces armées, et agissant conformément aux avis du Premier Ministre et du Conseil des ministres, je, soussigné, promulgue par le présent acte, le Décret ci-après:

Titre abrégé et interprétation

- 1 1) Le présent Décret peut être désigné sous le nom de "Décret de 1991 (amendement) (n° 3) concernant la Loi relative à l'impôt sur le revenu".
- 2) Le présent Décret renvoie à la Loi relative à l'impôt sur le revenu sous le nom de "Loi principale".

Article 17 modifié

2. L'article 17 de la Loi principale est modifié par le remplacement du point final à la fin du paragraphe 52 par un point-virgule et l'insertion à sa suite immédiate, du paragraphe ci-après:

"53) Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 21 de la présente Loi, tout dividende qui a été payé ou crédité en faveur d'une personne physique résidente par une société titulaire d'une licence d'exploitation octroyée aux termes des dispositions du Décret de 1991 relatif aux zones franches sur la base des bénéfices imputables à ses recettes d'exportation, et le fait que cette société soit admise à bénéficier de l'allègement prévu aux termes de l'annexe 5 à la présente Loi:

Étant entendu que:

- i) en cas de vente ou de cession par tout autre moyen des parts détenues dans ladite société par une personne physique résidente dans les cinq ans suivant immédiatement leur acquisition, lesdits dividendes versés ou crédités par cette société au cours de toute année ne seront pas exemptés de l'impôt de base et de l'impôt normal incombant à la personne physique actionnaire résidente et seront évalués pour ledit impôt conformément au paragraphe 2 de l'article 21 de la présente Loi, et que ces dividendes seront intégrés au revenu total et répartis sur une période comprenant l'année de la vente ou de la cession et les deux années la précédant immédiatement;
- ii) l'exemption au titre du présent alinéa ne s'applique pas lors de l'annulation ou du retrait de la licence d'exploitation d'une société dans les cinq ans à compter de la date d'octroi de la licence et la personne physique actionnaire résidente sera soumise à l'impôt conformément aux prescriptions de la clause restrictive I) du présent alinéa."

Le paragraphe 4 de l'annexe 5 est abrogé.

3. Le paragraphe 4 de l'annexe 5 à la Loi principale est abrogé et remplacé par le paragraphe ci-après:

"4. Nature du commerce, des produits et services soumis à l'autorisation et autres prescriptions:

- i) Le commerce/produit que le Ministre autorisera sera un produit résultant de la fabrication, du traitement ou de l'assemblage y compris la fourniture de services, la préparation ou la production de produits de la pêche en haute mer ou de la production de produits agricoles de second ordre. Les produits agricoles de second ordre seront les produits qui pourront être autorisés par le Ministre mais ne comprendront pas le sucre ni le coprah, mais les dérivés du traitement de ces produits pourront être considérés comme des produits ouvrés.
- ii) Un commerce ou produit autorisé peut comprendre une confection de produit, traitée ou assemblée en totalité ou de manière substantielle aux fins de l'exportation même si elle n'est pas exportée directement par la société qui demande l'autorisation, auquel cas, à la fois le fabricant et l'exportateur en qualité d'entités indépendantes peuvent être admis au bénéfice de l'abattement et les deux entités peuvent demander une autorisation au regard du même commerce ou produit."

Le paragraphe 5 de l'annexe 5 est abrogé.

4. Le paragraphe 5 de l'annexe 5 à la Loi principale est abrogé et remplacé par le paragraphe ci-après:

"5. Méthode d'allègement:

- i) Sous réserve du paragraphe 11, pour ce qui concerne un produit autorisé, un abattement pour les bénéfices tirés des exportations ayant un rapport avec ledit produit autorisé pour l'exercice fiscal au cours duquel l'autorisation a été accordée pour la première fois et les sept exercices fiscaux suivants, le montant total de l'impôt applicable aux bénéfices tirés des exportations.

L'abattement applicable à toute année d'imposition sera limité au montant calculé aux termes du présent alinéa ou à l'impôt payable pour l'année de revenu concernée, selon le montant qui sera le plus faible.

- ii) Si un abattement au titre de la présente annexe est admissible en plus d'une exemption au titre de l'annexe 3, l'exemption au titre de l'annexe 3 sera autorisée en premier lieu et un abattement au titre de la présente annexe sera appliqué à tout solde des bénéfices qui n'ont pas été exemptés. Toute répartition ou évaluation aux termes du présent paragraphe sera appliquée comme si le bénéfice net taxable était le bénéfice total du commerce.
- iii) Toute concession octroyée au titre de la présente annexe antérieurement au premier jour de janvier 1988 continuera d'être applicable et la réduction, prenant effet à compter de l'année d'imposition 1988, sera calculée conformément à l'alinéa I."

Zone franche - Nouveau paragraphe 11 de l'annexe 5

5. L'annexe 5 à la Loi principale est modifiée par l'ajout du nouveau paragraphe ci-après à la suite du paragraphe 10.

"11. Zone franche:

- i) Nonobstant les autres paragraphes de la présente annexe, si un commerce, produit ou service est autorisé conformément au paragraphe 4 et si ledit commerce, produit ou service est exporté dans la proportion de 95 pour cent ou plus de la production annuelle de celui-ci par la société, la société concernée sera décrétée être une zone franche et bénéficiera de l'allègement conformément aux dispositions du paragraphe 5 mais de manière telle que sa durée totale est étendue à 13 ans en débutant l'année fiscale de l'autorisation et se poursuivant sur les 12 exercices fiscaux suivants, pour autant que le critère d'exportation de 95 pour cent continue d'être respecté:

Étant en outre entendu que, si le Ministre l'estime approprié, le critère de 95 pour cent peut être abaissé conformément au paragraphe 3 de l'article 7 du Décret de 1991 relatif aux zones franches.

- ii) Toute entreprise engagée dans la réexportation dans la proportion de 95 pour cent ou plus des activités qu'elle exerce peut, aux fins du présent paragraphe, être décrétée zone franche et bénéficier de l'allègement prévu à l'alinéa I).
- iii) Toute entreprise engagée dans un commerce, un produit ou service autorisés, qui a fourni 95 pour cent ou plus de sa production annuelle à une zone franche, peut elle-même être qualifiée pour être décrétée zone franche aux termes du présent alinéa."

Entrée en vigueur

- 6. Le présent Décret entrera en vigueur le jour de sa signature.

Promulgué ce 4^{ème} jour de décembre 1991.

PENAIA K. GANILAU
Président de la République démocratique souveraine des Fidji et
Commandant en chef des forces armées
